

International

ISRAËL : VACCINS ET ÉLECTIONS

Steve Jourdin

03/02/2021

Le 23 mars prochain, Israël organisera le quatrième scrutin législatif de ces deux dernières années. Quelle est la situation politique et sanitaire dans ce pays où, si la pandémie est galopante, la stratégie de vaccination adoptée par les autorités est particulièrement offensive ? Steve Jourdin, docteur en histoire politique et membre de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation, livre son analyse et décrypte, également, les conséquences de l'évolution géopolitique régionale et internationale – accords d'Abraham et changement d'administration à Washington – pour Israël.

Quelle est la situation sanitaire en Israël ?

À la fois très inquiétante et encourageante. Israël a franchi la barre symbolique des 4000 morts. C'est plus que lors de la Guerre de Kippour (1973), guerre traumatique par excellence qui avait fait plus de 2500 morts. Le pays est actuellement soumis à un troisième confinement. Lors du premier confinement décidé en avril 2020, à un moment où l'on ignorait encore presque tout de la maladie, le nombre de nouvelles contaminations était de 400 par jour. Ce nombre est aujourd'hui 25 fois plus élevé : le 18 janvier dernier, Israël a enregistré un record de 10 000 contaminations sur 24 heures – rapporté au nombre d'habitants, c'est trois fois plus qu'en France à la même date¹. En conséquence, le troisième confinement, qui a débuté fin décembre 2020 et devait initialement durer deux semaines, a été prolongé. Cependant, quatre semaines plus tard, les chiffres sont toujours inquiétants, et le confinement pourrait à nouveau être prolongé alors que la progression du variant anglais semble hors de contrôle. Certains experts évoquent même d'ores et déjà la possibilité d'un quatrième confinement.

De manière générale, la gestion de la crise sanitaire a été, comme d'ailleurs un peu partout dans le monde, très largement chaotique. Le drame d'Israël est que cette gestion est polluée par des considérations d'ordre basement politique. Si le premier confinement a été relativement bien accueilli par la population, les deux suivants se sont heurtés à un mur d'incompréhensions. Les multiples changements de procédure dans les prises de décisions ont rendu ces dernières opaques et incompréhensibles. Tous les outils mis en place au sortir de l'été dernier pour lutter contre l'épidémie, et qui avaient très largement fait défaut en début d'année (multiplication des tests PCR,

gestion territorialisée de la crise), ont par ailleurs été torpillés par certains responsables communautaires, rappelant ainsi que le principal ennemi d'Israël est aujourd'hui le communautarisme qui ronge ses fondations.

Malgré un mouvement d'intégration constaté ces dernières années, la communauté ultra-orthodoxe a démontré qu'elle n'entendait toujours pas se faire dicter sa manière de vivre par le pouvoir civil. De nombreuses écoles et *yeshivot* sont restées ouvertes pendant le confinement, les rassemblements se sont poursuivis sans que la police n'ose intervenir. Tout cela a contribué à saper la confiance du reste de la population envers le gouvernement. À l'inverse, et c'est encourageant, le public ultra-orthodoxe s'est précipité vers les centres de vaccination lorsque ceux-ci ont ouvert leurs portes.

À ce jour, plus du tiers (37%) de la population israélienne a reçu au moins une injection. Un Israélien sur cinq (21%) a même reçu une seconde dose. Comment expliquer la réussite de la stratégie de vaccination adoptée en Israël ?

Comprendre les réussites de la stratégie israélienne implique de ne pas perdre de vue une chose : Israël, c'est une région française ! Le pays est moins peuplé que la région Île-de-France. 9 millions d'habitants contre 12 millions. En matière de superficie, Israël est plus petit que la Lorraine historique. C'est un minuscule territoire, que l'on parcourt en voiture du nord au sud en six heures. La concentration de la population est très forte : plus de 95% des Israéliens se trouvent à moins de trois heures de route de Tel Aviv. D'un point de vue logistique, cela simplifie les choses.

L'existence de caisses d'assurance efficaces a également été mise en avant. Benjamin Netanyahu a ainsi vanté la résilience du système de santé israélien, ce qui peut prêter à sourire tant il a contribué ces dernières décennies à affaiblir ce système, fondé en 1911 par les travaillistes sur les principes du mutualisme ouvrier. Ces caisses d'assurance ont effectivement permis d'organiser une campagne de proximité en un temps record. Mais la réussite israélienne ne peut exclusivement s'expliquer par des raisons logistiques. Après tout, la France est capable de vacciner 1 million de personnes par jour contre la grippe. Si elle ne l'a pas fait pour la Covid-19, c'est en grande partie pour des raisons d'approvisionnement.

Il faut donc reconnaître que Benjamin Netanyahu a réussi son coup de poker.

Rappelons qu'en novembre dernier, au moment où Pfizer annonçait triomphalement après la première analyse de la phase 3 que son vaccin était « efficace à 90% », Israël n'avait encore conclu aucun contrat d'approvisionnement avec l'entreprise américaine (des accords avaient en revanche

déjà été signés avec les deux petites *biotechs* Moderna et Arcturus Therapeutics). À cette date, l'Union européenne avait déjà précommandé 200 millions de doses. En Israël, des critiques ont alors été émises sur la stratégie du gouvernement : beaucoup craignaient que le pays ne puisse vacciner plus d'un quart de sa population durant l'année 2021.

En fin de compte, un « deal » a été passé avec Pfizer : Israël a accepté d'acheter ses vaccins plus chers (30 dollars l'unité, soit deux fois plus que les pays européens) et de servir de pays « pilote » en livrant à l'entreprise les données épidémiologiques de ses citoyens ; en échange, Pfizer s'est engagé à livrer assez de doses pour vacciner l'ensemble de la population israélienne. À cet accord gagnant-gagnant il faut, pour expliquer les réussites de la méthode israélienne, ajouter la confiance de la population envers la vaccination (au départ loin d'être acquise), une campagne de communication d'envergure nationale (personnel politique invité à se faire vacciner pour montrer l'exemple, publicités à la télévision, « influenceurs » sollicités pour relayer le message des autorités auprès des différentes communautés), et un esprit israélien habitué à l'urgence et stimulé par les défis (« devenir la première nation du monde » à sortir du cauchemar). Cette campagne éclair aura réveillé chez les Israéliens une composante fondamentale de leur identité : la *haloutziout*, l'aspiration à devenir des éclaireurs, une avant-garde de pionniers pour le reste du monde. Mis en sourdine depuis les années 1960, cet esprit pionnier n'a jamais complètement disparu de l'identité israélienne.

Israël est actuellement en pleine campagne électorale. Le scrutin aura lieu le 23 mars prochain. Quelles sont à ce jour les perspectives de ce quatrième scrutin législatif en moins de deux ans ?

Ce nouveau scrutin ne diffère pas, sur le fond, des échéances précédentes. Benjamin Netanyahu et son avenir politique et judiciaire sont une fois encore au cœur des débats. Alors que le Premier ministre en fonction depuis 2009 a obtenu le report de son procès à cause de la crise sanitaire (prévue en janvier 2020, l'audience a été reportée à février), c'est à nouveau le « Tout sauf Bibi » qui dicte le tempo de la campagne. Formellement accusé de corruption, il est en plus montré du doigt pour sa gestion erratique de la crise sanitaire, à quoi il répond en se présentant comme le maître d'œuvre de la réussite de la campagne vaccinale.

Si ce scrutin ne se différencie pas sur le fond des précédents, les acteurs ont quelque peu changé. Principales menaces pour Netanyahu lors des dernières élections, les deux anciens chefs d'état-major, Gabi Ashkenazi et Benny Gantz, ont été marginalisés. Le premier a annoncé son retrait provisoire de la vie politique. Le second qui, l'année dernière, avait envers et contre tout accepté de participer à un gouvernement d'« union nationale » avec Netanyahu, sort éteint d'une année à courir après son rival. Manque de sens politique, d'ossature idéologique, de base militante : son

aventure politique va se terminer, comme les innombrables « partis papillons » dont la politique israélienne nous gratifie à intervalles réguliers, dans le néant. Sa formation va vivoter encore quelques mois, avant de disparaître complètement.

En même temps, les élections à venir pourrait revêtir une dimension historique. Si les sondages disent vrai², au sortir du scrutin, et si l'on exclut une alliance de dernière minute, le Parti travailliste pourrait n'avoir aucun représentant au Parlement. Ce serait une première depuis la création d'Israël en 1948 ! Alors qu'on annonce la « mort de la gauche » tous les quatre matins depuis vingt ans, il faudra cette fois reconnaître que, formellement au moins, l'une de ses composantes n'est plus. C'est un élément qu'il ne faut pas négliger. Pour la première fois en Israël, un scrutin va se jouer exclusivement entre la droite et l'extrême droite.

Les récents accords d'Abraham (EAU, Bahreïn), la normalisation diplomatique avec le Maroc et le Soudan, la possible relance du dialogue entre Tel Aviv et Ankara changent la donne régionale et semblent s'inscrire dans une stratégie d'isolement de l'Iran. Quelle est votre analyse de ces évolutions ?

Sur le front diplomatique, l'année 2020 a effectivement été une année fructueuse pour Israël. Mais le réchauffement avec le monde arabe devra être évalué sur le temps long. En poussant les pays arabes à faire des concessions envers Israël en échange d'avantages matériels (livraisons d'armes, notamment), l'administration Trump a donné un coup de pied salutaire dans la fourmilière. Mais ce genre de « deal » est-il durable ? Les relations diplomatiques entre Israël et le monde arabe sont faites de « stop and go ».

Rappelons que le Maroc et Israël entretiennent des liaisons diplomatiques officieuses depuis les années 1950, liaisons qui se sont poursuivies sous Hassan II et Mohammed VI de manière plus officielle. Bahreïn n'a jamais non plus été à la pointe de la lutte anti-sioniste : dans les années 1990, dans la foulée des accords d'Oslo, le pays s'était engagé sur la voie de la coopération avec Israël. Même chose pour le Qatar et, de façon plus informelle, pour Oman. En réalité, si l'expansionnisme iranien a indéniablement joué un rôle de catalyseur dans ces rapprochements, la nouvelle donne régionale s'inscrit dans une sorte de continuité.

En 1977, en réponse au voyage de Sadate à Jérusalem, un « front du refus » réunissant les opposants à la normalisation avec Israël s'était constitué au sein du monde arabe. Il réunissait l'Algérie, la Syrie, le Yémen et l'OLP. Ce « front du refus » protestait notamment contre la « mollesse » des États du Golfe et du Soudan sur la question israélienne. On retrouve aujourd'hui encore cette ligne de fracture à l'intérieur du monde arabe. En définitive, on ne pourra parler

de véritable « saut qualitatif » dans la région qu’au moment où l’Arabie Saoudite, principal instigateur de l’initiative « paix contre territoires » de 2002, annoncera officiellement une normalisation de ses liens avec Israël. Or, sur ce point, le dossier iranien pourrait être déterminant. Mais tout dépendra de l’attitude de la nouvelle administration américaine au Moyen-Orient.

Justement, quelles peuvent être les conséquences en Israël et en Palestine du changement d’administration à Washington ?

Joe Biden entend revenir au sein du JCPoA³, l’accord de Vienne sur le nucléaire iranien que Donald Trump a quitté en 2018. Cette perspective inquiète les responsables israéliens. Lors de son audition au Sénat, Antony Blinken, le nouveau secrétaire d’État américain, a déclaré qu’avant tout retour dans l’accord, Washington consulterait ses « alliés dans la région ». Mais ces déclarations n’ont pas vraiment rassuré en Israël. Téhéran demande en effet un retour à l’accord d’origine, accord forgé sous la présidence Obama et que Benyamin Netanyahu a toujours trouvé insuffisant. L’ajout de nouvelles mesures, comme par exemple des restrictions sur le programme balistique iranien, ne devrait pas suffire à apaiser l’inquiétude des responsables sécuritaires israéliens.

En revanche, sur le dossier israélo-palestinien, Benyamin Netanyahu semble pouvoir dormir tranquille. Si l’administration Biden a affirmé vouloir revenir à une position plus consensuelle – « deux États pour deux peuples » –, un retour à des négociations bilatérales n’est pas à l’ordre du jour. Mais comme toujours dans la région, les choses peuvent aller très vite. Dans les mois qui viennent, les Palestiniens sont invités à se rendre aux urnes pour la première fois depuis 2006 (élections législatives en mai, élection présidentielle en juillet). L’organisation des premières élections en quinze ans est une réponse à cet *annus horribilis* : l’accélération de la normalisation entre Israël et les pays arabes poussent le Fatah et le Hamas à mettre leurs désaccords de côté pour tenter de sortir d’un isolement de plus en plus problématique. Ces élections pourront-elles vraiment avoir lieu ? Si c’est le cas, difficile de prédire ce qu’il en sortira.

*Propos recueillis par **Alexandre Minet**, coordinateur du secteur International de la Fondation Jean-Jaurès.*

1. Au 1^{er} février 2021, Israël enregistrait encore 8811 nouveaux cas en 24 heures.
2. Quelques jours après l’écriture de ces lignes, le Parti travailliste (*Mifletet Haavoda*) a élu un nouveau leader et organisé des primaires pour désigner ses candidats au Parlement. L’élection de Merav Michaeli, une ancienne journaliste dont le discours féministe a séduit un public jeune et éduqué, a redonné un petit coup de fouet au parti dans les sondages (désormais crédité de 5 sièges). Mais cet élan, habituel après une élection interne, pourrait vite retomber à mesure que l’on se rapproche du scrutin et que la crise sanitaire et économique s’aggrave.
3. Plan d’action global commun signé le 14 juillet 2015 à Vienne entre l’Iran et les pays du P5+1 (Chine, États-Unis, France,

Royaume-Uni, Russie et Allemagne).